

# Un nouveau système financier facteur d'équité et de stabilité

## Commission Economique et Sociale

Celia Pastor et Marcos González

### *Introduction*

Inventer un monde meilleur pour demain : qui pourrait croire que le champ d'application par excellence de ce vœu pieu des utopistes du monde entier serait... la finance internationale ? Et pourtant... Malgré les accords de Bretton Woods qui, en 1944, étaient censés apporter une certaine stabilité au système financier international et empêcher le retour d'une crise aussi dévastatrice que celle de 1929, la crise financière qui éclata en 2007-2009 après toute une série de plus petites secousses à différentes échelles (Asie du Sud-Est, Russie, Amérique latine), démontra que non seulement la Banque mondiale et le Fond Monétaire International, les institutions créées au lendemain de la guerre pour favoriser la coopération entre les acteurs économiques, avaient été incapables de jouer leur rôle de régulateur, mais qu'en plus la mondialisation pouvait transformer n'importe quel incident localisé en un cataclysme à l'échelle du monde. L'absence d'un ajustement rapide et équilibré des taux de change réels, la montée des inégalités de revenus entre les pays et en leur sein a généré des surcapacités et une insuffisance de la demande à l'échelle mondiale, favorisant le recours à un endettement excessif des ménages. Certaines réformes passées ont pu générer des effets déstabilisants, comme la déréglementation hâtive d'une partie du système financier non régulé, le caractère trop expansionniste des politiques monétaires, qui ont créé les conditions de la formation de bulles spéculatives par excès de monnaie, ou encore l'affaiblissement des mécanismes de protection sociale censés assurer les individus contre les accidents de la vie et limiter l'exclusion et la pauvreté. Les plans de relance non-coordonnés et les stratégies non-coopératives des Etats ont aussi freiné leur impact, même si la concertation des banques centrales a pu empêcher le blocage total du crédit. Pour prévenir le risque du retour des crises financières, la coordination des politiques économiques devra être nettement plus forte. La lenteur de la reprise ne fait qu'aggraver la situation et de nombreux pays sont toujours victimes de la crise. Face à l'urgence d'une meilleure gouvernance mondiale, les réponses du FMI et du G20 apparaissent insuffisantes pour consolider les biens publics mondiaux dont la stabilité financière fait naturellement partie. L'objectif de cette commission est de créer les conditions d'une nouvelle mondialisation dotée d'une gouvernance meilleure et plus démocratique, où la stabilité économique sera assurée, la croissance plus rapide et le partage des fruits de la croissance plus équitable.

## *Un système financier dérégulé et facteur de crise à l'échelle mondiale...*

Le FMI, le G7 et le G20 ont démontré ces dernières années qu'elles n'étaient pas à la hauteur de leurs responsabilités, ce qui n'a fait qu'aggraver la situation de crise. Petit rappel sur le rôle de ces institutions...

### Historique du FMI et du système économique de Bretton Woods

Le FMI (Fonds Monétaire International) et la Banque mondiale furent créés en 1944, lors de la Conférence monétaire et financière internationale de Bretton Woods (États Unis) réunissant 44 pays. Le but de la création du FMI était d'établir un cadre de coopération économique afin de veiller à la stabilité du système monétaire international, établissant un système de paiements et de change permettant aux États de faire des échanges entre eux. Il est financé par les États membres, qui doivent verser une certaine somme en fonction de leur PNB (nommé quote-part). De plus les accords de Bretton Woods établissent un système de taux de change où les monnaies ont une parité fixe avec le dollar qui lui-même était convertible en or. En 1947 le FMI commence à exercer ses activités avec la création du GATT (General Agreement on Tariffs and Trades / en français : accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) pour harmoniser les politiques douanières des partis signataires et qui entra en vigueur en 1948.

En 1968 une crise se produit, les spéculateurs jouent contre le dollar, ce qui entraîne la suspension de la convertibilité externe du dollar. En 1969 face à l'incapacité du dollar à se perpétuer dans son ancien rôle, le Fonds approuve le plan de création d'une nouvelle monnaie définie par une parité en or : le DTS (Droit de Tirage Spécial) propose un avoir de réserve international permettant de compléter les réserves de change des pays membres en cas de déséquilibre de leur balance de paiements (ainsi, ils peuvent obtenir automatiquement 25 % de leur quote-part).

En 1971, les États-Unis décident de suspendre la convertibilité du dollar en or, ce qui abolit les parités fixes et met fin au système économique de Bretton Woods. Le système des taux de change fixes s'écroule définitivement en mars 1973 avec l'adoption du régime de changes flottants, c'est-à-dire qu'ils s'établissent en fonction des forces du marché. Le 8 janvier 1976, les accords de Jamaïque confirment officiellement l'abandon du rôle légal international de l'or. Il n'y a plus de système monétaire international organisé.

À partir de 1976 et ce jusqu'à nos jours, le FMI est chargé d'une nouvelle fonction de surveillance pour promouvoir la stabilité des changes, de conseiller les pays quant à leur politique économique et de soutenir les pays connaissant des difficultés financières afin d'éviter une crise financière (par des plans d'Ajustement Structurel). Il devient donc un prêteur en dernier ressort afin d'éviter un effondrement de l'économie.

## Le G7

En 1975 est créé le G6 (Groupe des 6), un groupe de partenariat économique et de discussion qui regroupe les plus grandes puissances économiques du monde (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, et Royaume-Uni) et qui en 1976 deviendra le G7 avec l'intégration du Canada. Depuis 1978 la CEE puis l'UE participe aux discussions mais ne peut pas héberger ni présider les sommets. La Russie, qui avant n'était qu'observateur est invitée en 1997 à rejoindre le G7 qui sera nommé G8 (ou G7+1). Cependant à cause de l'annexion de la Crimée à la Fédération de Russie, elle sera temporairement exclue, et le G8 deviendra le G7 à nouveau.

## Le G20

Le Groupe des vingt (G20) est créé en 1999 en réponse aux crises financières qui ont surtout atteint les pays dits « émergents », notamment en Asie et en Russie à partir de 1997, mais aussi celle du fond spéculatif LTCM aux Etats-Unis, risquaient de détruire le système bancaire international. Il regroupe les membres du G8 et des pays émergents, qui, tous ensemble, représentent 85 % de l'économie mondiale. De même, ils peuvent inviter un certain nombre d'autres pays (dont l'Espagne qui est un invité permanent). À l'origine, il s'agissait de réunir les gouverneurs des banques centrales et les ministres des Finances des pays membres une fois par an, puis, à partir de la crise de 2007-2009, il est devenu le groupe principal de coopération économique et financière, même si ce n'est pas une organisation internationale.

Ces organisations, censées représenter la vertu de l'ordre et le principe d'impartialité dans le domaine économique, la collaboration entre les pays du monde et la recherche d'un avenir plus sûr, n'ont pas été un complet échec certes, mais elles ont déçu les attentes. Le FMI s'est avéré être une institution très politisée : certes elle est duale (composée de politiciens et d'économistes), mais les deuxièmes sont sous le contrôle des premiers. Le cas de la Fédération de Russie de 1996 en est un parfait exemple : le FMI lui a accordé un prêt de 10 milliards de dollars américains à quelques mois d'une élection présidentielle cruciale (première élection démocratique depuis la chute de l'URSS) contre l'avis des économistes.

De plus, les quotes-parts représentent l'investissement de chaque pays et à la fois leur concèdent des droits de vote équivalents, ce qui équivaut à dire que ce sont les principaux actionnaires tels que les États-Unis, le Japon, l'Allemagne ou la France qui dirigent l'organisation dans une approche de parrainage (l'Amérique latine pour les Etats-Unis ou la zone CFA en Afrique pour la France). Cependant, et malgré la réforme de 2010 qui attribue à certains États comme la Chine plus de droits de vote, la représentation dans le Fonds n'a pas changé substantiellement. En effet, les États-Unis possèdent encore un droit de veto car ils contrôlent environ 16,5 % des votes alors qu'il faut réunir 85 % des votes pour modifier les statuts.

Les États ont démontré qu'ils sont incapables de se mettre d'accord sur une politique commune, et les plans de relance non-coordonnés n'ont fait qu'allonger la durée d'une crise qui dure depuis bien trop longtemps et dont les effets sont encore présents aujourd'hui.

### ***...entraîne de graves conséquences non seulement économiques mais aussi sociales...***

Après 2007, pour ranimer leurs économies moribondes et sauver leurs banques, les États injectent en effet massivement des liquidités, et pour ce faire, s'endettent. Entre 2007 et 2014, la dette publique mondiale croît au rythme de 9,7 % par an, contre 5,8 % avant la crise, selon le cabinet McKinsey. C'est 25.000 milliards d'euros de dettes supplémentaires ! En Europe, des inquiétudes naissent autour de la solvabilité de certains pays de la zone euro, situés en périphérie. Si l'action de la Banque centrale européenne (BCE) a permis, depuis 2012, de calmer l'inquiétude des marchés, le taux d'endettement de la France, de l'Espagne, de l'Italie ou encore du Royaume-Uni demeure encore aujourd'hui très élevé, et constitue une source d'inquiétudes.

Les banques, elles, se sont en revanche plutôt désendettées. Après la crise des subprimes en 2007, les États ont en effet durci les règles de la finance mondiale.

Sur le plan social, la crise des subprimes a contraint les ménages à réajuster leur ceinture. A l'échelle nationale, la montée du chômage, spécialement celui des jeunes, est devenu un problème essentiel pour les pays. Ce chômage a aussi eu pour conséquence l'explosion des contrats informels et des emplois précaires, ou encore la fuite de cerveaux. De plus, dans un contexte de baisse de la production et de recul des investissements dans la recherche et le développement (R&D), la productivité par travailleur a baissé.

### ***...qui exigent donc un contrôle bien plus fort...***

En effet c'est le manque de contrôle de la part des entités régulatrices de l'économie qui a provoqué cette crise. Les banques ont octroyé des prêts sans à peine vérifier la solvabilité des agents économiques qui le demandaient, ce qui a provoqué un surendettement des ménages, des entreprises et des collectivités locales qui ne pouvaient pas faire face à leurs dettes. Ces comportements irresponsables ne correspondent pas à quelques cas isolés mais étaient généralisés. L'absence d'un contrôle rigoureux a permis aux banques de faire ce qu'elles voulaient ; d'où l'apparition d'une bulle immobilière qui a fini par exploser en 2007.

C'est donc pour cela qu'il faut un accord international pour créer une législation plus rigide quant à la régulation des prêts, ainsi que des organismes de surveillance plus performants.

## *...afin de créer un système financier plus durable*

Les organismes actuels ont perdu toute notion de transparence et de responsabilité vis-à-vis de leurs clients. Etant donné que ce système ne fonctionne plus, l'instauration d'un contrôle plus stricte est donc nécessaire. Mais si ces failles ne sont pas résorbées, alors peut-être serait-il envisageable de changer radicalement de système financier. Pourrait-on établir une économie verte et vertueuse à l'échelle mondiale ?

L'économie verte est l'activité économique «qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources ». Celle-ci aurait beaucoup d'avantages puisque cette économie veillerait à la fois à la croissance économique, à la satisfaction des besoins essentiels au sein des sociétés et à la protection de l'environnement. Or, par mi les ingrédients nécessaire à la mise en place de cette économie « verte », on trouve ce qu'on appelle les monnaies alternatives associé à un Système d'échange local.

Le Système d'échange local est un système d'échange de produits ou de services qui se font au sein d'un groupe fermé (généralement associatif). Chaque SEL est un groupe de personnes vivant dans un même secteur géographique. Pour comptabiliser les échanges, le SEL crée sa propre monnaie, appelée unité d'échange. A titre d'exemple, il en existe plus de 600 en France.

Depuis le début des années 1980, les monnaies complémentaires fleurissent en marge des Etats. Avec des motivations très diverses, qui vont du gain individuel à la recherche du lien social. Pour répondre aux défis majeurs auxquels nos sociétés sont confrontées, certains groupes sociaux et économiques ont décidé de créer leur propre monnaie. Elles sont émises et gérées à différentes échelles pour dynamiser les échanges. Les monnaies complémentaires ou alternatives sont des monnaies non soutenues par un gouvernement national (qui n'a pas nécessairement cours légal) et destiné à n'être échangé que dans une zone restreinte. L'épargne et la spéculation sont interdites. Ses avantages sont une circulation plus rapide par rapport aux monnaies nationales, ce qui stimule l'activité économique locale (monnaie locale), favorise le partage et l'entraide (monnaie solidaire) et des échanges respectueux de la planète (monnaie écologique). De plus, bien qu'elles ne soient pas taxées, ces monnaies sont des instruments de démocratie et non pas de pouvoir (monnaie citoyenne). Ces monnaies sont classées dans l'économie sociale et solidaire.

## *Conclusion*

Le système financier tel qu'on le connaît aujourd'hui contient des failles trop importantes et n'est plus stable. La crise de 2008, apparue aux Etats-Unis et propagée au reste du monde, a fait prendre conscience de la gravité de la situation. C'est la première crise de la mondialisation. La globalisation financière entraînerait un risque plus élevé de crises dû à l'accroissement de flux financiers avec des contrôles trop ponctuels. La crise n'a pas seulement été économique, elle a eu des impacts sociaux considérables comme la hausse du chômage qui par conséquent a provoqué une fuite de cerveaux et une chute des investissements en recherche et développement, donc une stagnation des Etats en matière d'innovation. En effet le FMI et la Banque Mondiale ne se sont plus ce qu'elles étaient : elles avaient pour but de financer les pays en difficulté et de garantir la stabilité de l'économie libérale. Cependant avec des rigidités trop importantes, ces instances internationales accroissent les inégalités entre pays et provoquent une méfiance de certains Etats vis-à-vis d'autres Etats.

La déréglementation financière est la source de toutes ces instabilités, il faudrait donc chercher un système financier muni d'un contrôle solide ou changer radicalement de système financier. Parmi les solutions alternatives, on trouve notamment l'émergence de monnaies locales, de monnaies virtuelles comme le bitcoin ou la création de banques régionales. Reste que ces solutions ne permettent pas de garantir un équilibre économique à l'échelle locale, régionale ou mondiale.

A nous de trouver des solutions susceptibles de stabiliser le système financier à long terme, comme l'avait fait en son temps le système de Bretton Woods.

A suivre donc...

## ***Bibliographie***

*Le système monétaire international: évaluation et pistes de réforme :*

<http://www.banqueducanada.ca/wp-content/uploads/2011/11/santor-f.pdf>

*Systèmes financiers : définitions et enjeux*

[http://www.epargnesansfrontiere.org/Articles\\_c-3-s-43](http://www.epargnesansfrontiere.org/Articles_c-3-s-43)

*Pour une vraie réforme du système économique et financier international*

<http://www.melchior.fr/lecture/le-rapport-stiglitz>

*Système économique plus juste*

<http://www.solidariteetprogres.org/actualites-001/les-brics-pour-un-systeme.html>

[http://www.lesechos.fr/28/03/2014/LesEchos/21657-050-ECH\\_il-faut-fabriquer-un-secteur-financier-plus-juste.htm](http://www.lesechos.fr/28/03/2014/LesEchos/21657-050-ECH_il-faut-fabriquer-un-secteur-financier-plus-juste.htm)

*Les alternatives locales au système monétaire international*

<http://www.seldeparis.org/spip.php?article49>

[http://www.alternatives-economiques.fr/quelle-reforme-du-systeme-monetaire-international-fr\\_art\\_922\\_49060.html](http://www.alternatives-economiques.fr/quelle-reforme-du-systeme-monetaire-international-fr_art_922_49060.html)

[http://www.memoireonline.com/09/10/3924/m\\_Les-pistes-de-reforme-du-systeme-monetaire-et-financier-international-depuis-la-crise11.html](http://www.memoireonline.com/09/10/3924/m_Les-pistes-de-reforme-du-systeme-monetaire-et-financier-international-depuis-la-crise11.html)

*Les conséquences sociales de la crise économique*

<http://www.savoir-agir.org/IMG/pdf/SA12-Alterindicateurs.pdf>

*Système européen de surveillance financière*

[http://www.europarl.europa.eu/aboutparliament/fr/displayFtu.html?ftuId=FTU\\_3.2.5.html](http://www.europarl.europa.eu/aboutparliament/fr/displayFtu.html?ftuId=FTU_3.2.5.html)

*Implication de l'ONU dans l'économie*

<http://www.un.org/french/un60/60ways/eco.shtml>

*Comprendre la crise des «subprimes»*

<http://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/explicateur/2015/09/03/29004-20150903ARTFIG00126-la-crise-des-subprimes-en-quat-re-questions.php>

*Monnaies alternatives*

<http://unemonnaiedesmonnaies.over-blog.com/>

*FMI, G7, G20 et types de change*

<http://information.tv5monde.com/info/g7-g8-g20-tout-savoir-sur-les-sommets-economiques-mondiaux-6914>

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-economique-et-commerce-exterieur/peser-sur-le-cadre-de-regulation-europeen-et-international-dans-le-sens-de-nos/faire-de-la-regulation-internationale-un-atout-pour-l-economie-francaise/article/qu-est-ce-que-le-g20>

<http://www.melchior.fr/notion/le-fonds-monetaire-international-fmi>

<https://interventionseconomiques.revues.org/2226>

<https://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/glancef.htm>

<http://www.lafinancepourtous.com/Decryptages/Mots-de-la-finance/Change-fixe-change-flottant-les-deux-types-de-regime-de-change>